

Collectif
Rosa Bonheur

La ville vue d'en bas

**Travail et production
de l'espace populaire**

Éditions Amsterdam
2019

Introduction

(extrait)

« Si vous cherchez un bon mécanicien, adressez-vous à Youssef, il fait tout : réparation, dépannage, il se déplace pour pas cher. Il travaille dans une cour transformée en atelier à quelques rues d'ici, dites-lui que vous venez de ma part. » Mehdi, membre d'un groupe local de musique du monde, rencontré par hasard dans un snack, vient de nous donner le contact d'une figure du quartier. Nous sommes en septembre 2012, la journée est ensoleillée. Le musicien nous quitte pour entrer dans l'un des studios d'enregistrement, à l'arrière de l'ancienne bourse mondiale de la laine, immense bâtiment industriel devenu « manufacture » culturelle. De l'autre côté de la rue, l'ambiance est toute autre : des concessionnaires automobiles, des magasins de pièces de rechange, une casse. Empruntant une petite rue attenante, nous pénétrons dans la partie centrale du quartier, composée de petites maisons ouvrières du début du xx^e siècle. Construites sans cuisine ni salle de bain – rajoutées par la suite grâce à des extensions –, beaucoup sont aujourd'hui délabrées. Les portes grandes ouvertes laissent apercevoir des intérieurs modestes, des pièces profondes et sombres mais exigües, de trois à quatre mètres de large. Des femmes sont assises sur les marches devant les maisons, certaines discutent entre elles, des

enfants jouent dehors, un homme balaie son bout de trottoir. La rue est animée. Sur les fenêtres, des petites annonces proposent des services : garde d'enfants et de personnes âgées, coiffure à domicile, pulls en laine tricotés à cinq euros. Quelles vies se cachent derrière ces affichettes ? Que nous disent-elles de l'organisation sociale du quartier ? Deux hommes déchargent d'un camion de grands rouleaux de matériau d'isolation à l'entrée d'une parcelle qui s'élargit à l'arrière des maisons et où l'on devine un petit immeuble en construction. Plus loin, des bennes de gravats sont installées devant des façades éventrées. Des adolescents réparent une mobylette. Nous arrivons enfin à l'atelier de Youssef. Il travaille avec deux de ses fils, et embauche ponctuellement d'autres jeunes du quartier. Sinon, dit-il, c'est la galère et la précarité pour tous. Pour lui « ça va à peu près », après avoir réparé des voitures dans la rue, la bonne réputation de son travail lui a permis d'ouvrir un atelier.

Qu'est devenu le travail après la fermeture des usines ? Que fait le travail à la vie des gens – y compris à celles et ceux classés comme « chômeurs » et « inactifs » dans les statistiques ? Ce livre relate la production collective du quotidien populaire par des femmes et des hommes dont les trajectoires familiales et individuelles sont marquées par la marginalisation, après quarante ans d'une désindustrialisation et d'une tertiarisation qui ont provoqué d'énormes disparités sociales et spatiales¹. Il met au jour un système socialement organisé, fruit d'un travail qui prend appui sur le logement, la rue, les friches et le quartier, se déploie en marge du marché et s'organise de proche en proche, autour de liens de réciprocité. Ce travail, omniprésent, transforme en retour la ville, conférant aux classes populaires un rôle incontournable dans la production de l'espace urbain². C'est cette double articulation entre travail et

1. Collectif Degeyter, *Sociologie de Lille*, Paris, La Découverte, 2017.

2. Deux traits caractérisent les classes populaires, d'une part, une position subalterne dans la division sociale du travail et, d'autre part, des modes de vie et comportements collectifs qui mettent à distance les classes et normes dominantes. Voir Olivier Schwartz, *Le Monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*, Paris, Puf, 2012.

espace que nous cherchons ici à comprendre. Car si la ville industrielle n'est plus, le travail dans la ville demeure.

La ville industrielle face à la dérégulation des marchés

L'histoire de la fabrication de la ville industrielle et ouvrière est connue. Le régime d'accumulation du capitalisme industriel exigeait une double fixation géographique, celle des usines et des prolétaires. Ceux-ci ont été attirés, d'abord des proches campagnes, puis de pays de plus en plus lointains³. La vie quotidienne était rythmée par une discipline usinière qui soumettait les corps. Les travaux des premiers observateurs des villes ouvrières disent la brutalité de cette rencontre⁴. Progressivement, le mouvement ouvrier s'est structuré et développé, finissant par conquérir plusieurs municipalités. Souvent en situation de conflit ouvert, les politiques patronales d'inspiration paternaliste et le socialisme municipal ont posé les bases de ce qu'on appellera ensuite le compromis fordiste – travail contre sécurités matérielle et sociale. Les politiques municipales initièrent ainsi la production, dans la première moitié du xx^e siècle, de ressources collectives qui humanisaient la ville industrielle – logement social, dispensaires, bains publics, assainissement, écoles, transports publics, équipements sportifs et culturels –, même si des formes de ségrégation sociale et ethnoraciale demeuraient.

À partir des années 1970 cependant, le modèle économique de ces villes industrielles s'est trouvé bouleversé. Les stratégies patronales de restructuration ont déstabilisé les régulations propres à

Voir également Yasmine Siblot, Marie Cartier, Isabelle Coutant, Olivier Masclot et Nicolas Renahy, *Sociologie des classes populaires contemporaines*, Paris, Armand Colin, 2015.

3. Jean-Paul de Gaudemar, *Mobilité du travail et accumulation du capital*, Paris, Maspero, 1976 ; Claire Lévy-Vroelant, « Mobilités et espaces de l'habiter des classes populaires urbaines de la fin du xix^e siècle aux années 1950 », *Espaces et sociétés*, n° 108, 2002.

4. Frédéric Le Play, *La Réforme Sociale en France*, Tours, Mame, 1901.

l'âge fordiste du capitalisme⁵. Les délocalisations, la sous-traitance en cascade, la fragmentation des procès de production à des échelles géographiques de plus en plus vastes – en deux mots, la mondialisation néolibérale – ont profondément bouleversé l'industrie dans les anciens bassins industriels en Europe et en Amérique, quand elles n'ont pas conduit tout simplement à son effondrement. L'organisation de la production en flux tendu et le remplacement accéléré des anciens emplois industriels par des emplois tertiaires, fortement dépendants des cycles des marchés, ont réduit la qualité des emplois, devenus plus précaires et moins rémunérateurs. La tertiarisation de l'économie n'a néanmoins pas tenu ses promesses : les emplois proposés aux personnes « peu qualifiées » ont fini par s'avérer chroniquement insuffisants. Les politiques publiques menées par les États ont accompagné ces mouvements, d'abord en dérégulant le droit du travail, facilitant les contrats courts, l'intérim puis le licenciement ; ensuite, en inventant des formes de contrats de travail subalternes pour les chômeurs (emplois aidés, emplois jeunes, services civiques) ; enfin, en incitant à l'auto-entrepreneuriat. Les trajectoires de millions de femmes et d'hommes placés aux marges du salariat sont désormais gouvernées par l'instabilité et l'imprévisibilité.

La ville industrielle et les anciens quartiers ouvriers sont transformés par ces nouveaux régimes économique et d'emploi. Certes, à la désindustrialisation et à la dérégulation du marché du travail, les politiques urbaines ont répondu par des stratégies d'attractivité à destination d'entreprises et d'habitants susceptibles d'apporter de nouvelles ressources économiques et symboliques. Suivant les principes de l'entrepreneuriat urbain⁶, ces politiques pensent une ville qui produit des richesses et répond aux besoins des cadres

5. Luis Enrique Alonso, *La Crisis de la ciudadanía laboral*, Barcelona, Anthropos, 2007 ; Robert Castel, *Les Métamorphoses de la question sociale*, Paris, Gallimard, 2002.

6. David Harvey, « From Managerialism to Entrepreneurialism: The Transformation in Urban Governance in Late Capitalism », *Geografiska Annaler. Series B, Human Geography*, n° 71, 1989.

et des jeunes actifs qualifiés – laquelle n'est donc ni conçue pour, ni a fortiori pensée avec les classes populaires –, et favorisent une mise en concurrence des territoires. Mais, au jeu de la métropolisation, tous les espaces urbains ne sortent pas gagnants. Certains espaces résidentiels populaires ont été transformés en périphéries, plus particulièrement les grands ensembles de logements sociaux et certains quartiers ouvriers anciens. Ils ont alors été taxés de « quartiers de relégation » ou « d'exil⁷ » et ont fait l'objet, en France, de quarante années de « politique de la ville » et de rénovation urbaine menées au nom de l'embellissement, de l'intégration sociale de ces quartiers et d'une mixité sociale supposée nécessaire. Destructures et réhabilitations, relogements contraints et autres zones franches n'ont cependant pas réduit les effets de ségrégation sociospatiale des grandes agglomérations, ni permis aux habitants de ces quartiers d'accéder plus facilement à l'emploi. Les discours politiques menaçant les quartiers du « kärcher » et les unes racoleuses assimilant banlieue, délinquance et intégrisme religieux ont en outre contribué à forger des représentations sociales stigmatisantes des quartiers et des familles qui y vivent. La tertiarisation s'est accompagnée d'une précarisation, voire d'un appauvrissement des classes populaires maintenues dans des conditions subalternes de travail. De ce fait, les quartiers populaires, marqués par la pauvreté de leurs habitants, sont dorénavant appréhendés et pensés comme un problème depuis les bureaux des centres urbains favorisés : espaces de pauvreté et de chômage, de relégation, d'illégalité, déserts politiques.

Analyser l'espace urbain populaire par le travail des habitants

Penser correctement la place des classes populaires dans le travail et la fabrication de la ville désindustrialisée implique de rejeter les catégories administratives habituelles, qui condamnent les classes

7. François Dubet et Didier Lapeyronnie, *Les Quartiers d'exil*, Paris, Le Seuil, 1992.

populaires à l'invisibilité et à la stigmatisation. En les désignant comme autant d'« inactifs », de « chômeurs » ou d'« assistés » mal adaptés aux exigences de la nouvelle économie, ces catégories suggèrent en effet que les situations vécues par ces populations sont de leur propre ressort. Prenant le contrepied des statistiques officielles, l'approche ethnographique mobilisée dans cet ouvrage permet de dévoiler ce que ces dernières ne nous disent pas du quotidien populaire. Si les classes populaires se retrouvent souvent sans emploi, cela ne veut pas dire pour autant qu'elles soient, en pratique, inactives⁸.

C'est cette volonté de ne pas appréhender les activités aux marges du travail formel uniquement par la négative, par « ce qu'elles ne sont pas », de ne pas non plus les réduire à une série de tâches à la durée et à la valeur monétaire mesurables et circonscrites comme le font nombre d'économistes et de statisticiens, qui nous a amenés à les qualifier de *travail*. En suivant le sillon tracé par la critique féministe matérialiste autour du concept de travail domestique, nous retenons une définition extensive du concept de travail qui dépasse largement le cadre du travail salarié ou indépendant, déclaré, effectué dans le cadre d'une organisation ou d'un statut formels⁹. Cette « extension du domaine du travail¹⁰ » est une opération autant scientifique que politique : elle vient contrecarrer des discours qui se saisissent des catégories administratives évoquées

8. Ce livre est issu d'une recherche en sociologie s'appuyant sur une enquête ethnographique, des données issues de la statistique publique et des travaux de recherche de sociologues, géographes, politistes et historiens. Pour un exposé plus détaillé de l'orientation scientifique de notre démarche, voir l'annexe méthodologique en fin d'ouvrage, p. 216.

9. Voir Christine Delphy, *L'Ennemi principal*, t. 1, *L'Économie politique du patriarcat*, Paris, Syllepse, 1998 ; Danièle Kergoat, « Penser la différence des sexes : rapports sociaux et division du travail entre les sexes », in M. Maruani (dir.), *Femmes, genre et sociétés*, Paris, La Découverte, 2005 ; Maud Simonet, *Travail gratuit : la nouvelle exploitation ?*, Paris, Textuel, 2018.

10. Anaïs Albert, Clyde Plumauzille et Sylvain Ville, « Déplacer les frontières du travail », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, n° 32, 2017.

plus haut pour invisibiliser le travail des classes populaires¹¹. Il s'agit également de se détacher des discours politiques et médiatiques, mais également scientifiques, qui limitent leur qualification du travail se déployant aux marges du marché au registre de la criminalisation, en focalisant le regard sur les dimensions illégales de ce travail – comme lorsqu'il s'agit d'intégrer à la mesure du PIB le trafic de drogue et le travail au noir.

Étudiant les économies populaires de subsistance fondées sur un travail informel et stigmatisé dans les grandes villes du Sud, les perspectives théoriques ouvertes depuis une quinzaine d'années en Amérique latine et en Espagne éclairent d'un jour nouveau l'organisation de la vie quotidienne des classes populaires¹². Elles donnent à voir la dimension politique et antagoniste de ces économies ainsi que leur spatialité, montrant la place occupée par les espaces populaires dans le capitalisme mondialisé et la division internationale du travail¹³. Les approches critiques de l'espace en sociologie et la géographie radicale anglo-américaine permettent également de comprendre les racines urbaines des crises capitalistes, notamment la marchandisation croissante de l'espace, ainsi que l'enjeu du droit à la ville¹⁴. La multiplication, ces dernières années, de conflits urbains relatifs à la mise en œuvre d'une certaine idée du commun – le mouvement des indignés en Espagne, le mouvement coopérativiste pour la reconnaissance des économies populaires en Argentine,

11. John Krinsky, Maud Simonet, « Dénis de travail : l'invisibilisation du travail aujourd'hui. Introduction », *Sociétés contemporaines*, n° 87, 2012.

12. Voir notamment Bruno Lautier, *L'Économie informelle dans le tiers monde*, Paris, La Découverte, 2004 ; Fernando Urrea Giraldo, Javier Pineda et Luz-Gabriela Arango, « L'informalité, un concept toujours d'actualité ? », *Cahiers du Genre*, n° 55, 2013.

13. Saskia Sassen, *La Globalisation. Une sociologie*, trad. fr. P. Guglielmina, Paris, Gallimard, 2009 ; Sébastien Jacquot, Marie Morelle, « Comment penser l'informalité dans les villes "du Nord", à partir des théories urbaines "du Sud" ? », *Métropoles*, n° 22, 2018.

14. David Harvey, *Géographie de la domination. Capitalisme et production de l'espace*, trad. fr. N. Vieillescazes, Paris, Éditions Amsterdam, 2018 ; David Harvey, *Le Capitalisme contre le droit à la ville. Néolibéralisme, urbanisation, résistances*, trad. fr. C. Garrot, J. Gross, C. Le Roy et N. Vieillescazes, Paris, Éditions Amsterdam, 2011.

les révoltes d'Oaxaca au Mexique, de Cochabamba en Bolivie, les expériences d'Occupy, entre autres – exprime à ce propos une opposition croissante aux impacts de l'hégémonie néolibérale sur les villes.

Il s'agit de s'intéresser au travail sous toutes ses formes, à la façon dont et aux espaces dans lesquels il se déploie, à ses modes de distribution, à ce qu'il induit en termes de représentation de soi. Ceci implique de prendre pour point de vue les marges du travail et de la ville, le point de vue des travailleurs des espaces délaissés, afin de dégager les traits essentiels de ce que nous nommons, à la suite de Maria Mies, le travail de subsistance¹⁵. En outre, la durée de la crise économique et son caractère structurel ne permettent plus de s'en tenir aux constats dressés par les sociologues de l'urbain et du populaire, qui voyaient dans l'investissement plus grand du pôle domestique et familial un repli consécutif à la déstructuration des collectifs ouvriers, un symptôme de crise, « un refuge plus qu'une ressource¹⁶ » : le constat de l'effritement de la société salariale ne doit pas conduire à celui d'une irrémédiable désaffiliation¹⁷. En se concentrant sur ce que ces travailleuses et travailleurs construisent, produisent et échangent plutôt que sur l'expérience pourtant omniprésente du manque, de la précarité et de la domination, les marges du salariat peuvent même apparaître comme des espaces de forte intégration sociale.

[...]

{ Fin de l'extrait de l'introduction }

15. Maria Mies, *Patriarchat und Kapital. Frauen in der internationalen Arbeitsteilung*, Zürich, Rotpunktverlag, 1988.

16. Marie-Hélène Bacqué, Yves Sintomer, « Peut-on encore parler de quartiers populaires ? », *Espaces et Sociétés*, n° 108-109, 2002, p. 32.

17. Robert Castel, *Les Métamorphoses de la question sociale*, *op. cit.*